



Lignes directrices de la Banque Centrale des Comores sur les virements électroniques nationaux et transfrontaliers

En considération des Statuts de la Banque Centrale des Comores et de la loi n°12-008/AU du 28 juin 2012 portant lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, la Banque Centrale des Comores émet ces présentes lignes directrices relativement aux virements électroniques nationaux et transfrontaliers.

Ceci constitue un guide de bonnes pratiques en vue de renforcer la mise en œuvre des dispositions légales d'origine nationale ainsi que les recommandations du Groupe d'action financière (GAFI) ou Financial Action Task Force (FATF) en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme (LCB-FT) par les établissements financiers et assimilés qui y sont assujettis.

La Banque Centrale des Comores attire l'attention de l'ensemble des établissements visés au point I des présentes lignes directrices sur la nécessité d'adopter ces recommandations qui permettront de rehausser le niveau de vigilance au risque de blanchiment et de financement du terrorisme.

Objectifs

De nos jours, les virements transfrontaliers forment une part substantielle importante de transferts de devises dans notre pays et/de paiements transfrontaliers. De ce fait, il paraît crucial aujourd'hui plus qu'hier de poser les lignes directrices dans la conduite de ces opérations qui reprennent en grande partie les pratiques bien établies dans les établissements de crédit au sens de la loi bancaire n°13-00/AU. Elles ont trait tantôt à la transparence pour assurer un niveau adéquat d'information sur la clientèle, tant préalablement que postérieurement à l'exécution d'un virement transfrontalier, l'efficacité, la qualité d'exécution des virements nationaux et transfrontaliers, tantôt à la fiabilité des données des intervenants des virements transfrontaliers.

I. Définitions

Exact : ce terme caractérise les informations dont l'exactitude a été vérifiée.

Bénéficiaire : ce terme désigne une transmission composée d'un certain nombre de virements électroniques individuels envoyés aux mêmes institutions financières mais qui peuvent être destinés à des personnes différentes.

Donneur d'ordre : cette expression désigne le titulaire du compte qui autorise un virement électronique de ce compte ou, en l'absence de compte, la personne physique ou morale qui donne instruction à l'institution financière de procéder à un virement électronique.

Institution financière du bénéficiaire : cette expression désigne l'institution financière qui reçoit le virement électronique de l'institution financière du donneur d'ordre, directement ou via une institution financière intermédiaire, et met les fonds à disposition du bénéficiaire.

Institution financière du donneur d'ordre : cette expression désigne l'institution financière qui initie le virement électronique et transfère les fonds dès la réception de l'ordre de virement électronique pour le compte du donneur d'ordre.

Institution financière intermédiaire : cette expression désigne une institution financière qui, dans une série ou dans une chaîne de paiement de couverture, reçoit et transmet un virement électronique pour le compte de l'institution financière du donneur d'ordre et l'institution financière bénéficiaire ou une autre institution financière intermédiaire.

Numéro de référence unique d'opération : cette expression désigne une combinaison de lettres, de chiffres ou de symboles déterminés par le prestataire de services de paiement conformément aux protocoles du paiement et au système de règlement ou de messagerie utilisé pour exécuter le virement électronique.

Numéro d'identification du client : cette expression désigne le numéro qui identifie de manière unique le donneur d'ordre pour l'établissement de crédit du donneur d'ordre.

Requises : ce terme s'emploie pour décrire une situation dans laquelle tous les éléments des informations requises sur le donneur d'ordre et/ou sur le bénéficiaire sont présents.

Transmission par lots : cette expression désigne une transmission composée d'un certain nombre de virements électroniques individuels envoyés aux mêmes institutions financières mais qui peuvent être destinés à des personnes différentes.

Virement électronique : cette expression désigne toute opération effectuée par voie électronique pour le compte d'un donneur d'ordre via une institution financière en vue de mettre à la disposition d'un bénéficiaire une certaine somme d'argent auprès d'une autre institution financière, étant entendu que le donneur d'ordre et le bénéficiaire peuvent constituer une seule et même personne.

Virement électronique qualifié : cette expression désigne un virement électronique transfrontalier d'un montant supérieur à un seuil applicable.

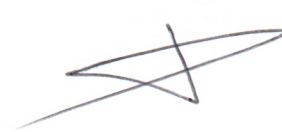
Virement électronique national : cette expression désigne un virement électronique pour lequel l'institution financière du donneur d'ordre et celle du bénéficiaire sont situées dans le même pays. Cette expression désigne donc toute chaîne de virements électroniques entièrement exécutée à l'intérieur des frontières d'un même pays, même si le système utilisé pour effectuer le virement électronique est situé dans un autre pays.

Virement électronique transfrontalier : cette expression désigne un virement électronique pour lequel l'institution financière du donneur d'ordre et celle du bénéficiaire sont situées dans des pays différents. Cette expression désigne également une chaîne de virements électroniques pour laquelle au moins une institution financière impliquée est située dans un autre pays.

II. Champ d'application

Le champ d'application des lignes directrices de la Banque Centrale des Comores sur les virements électroniques nationaux et transfrontaliers englobe :

- Les établissements de crédit au sens de l'article 3 de la loi 13-003/AU du 12 juin 2013;



- Les établissements de paiement et aux établissements de monnaie électronique au sens du décret n°15-026/PR du 03 mars 2015,
- Les prestataires de services de paiement effectuant des opérations de virements ;
- Les prestataires de services de transfert de fonds ou de valeurs ;
- La Banque Centrale des Comores sous réserve de ses statuts particuliers ;
- Le Trésor Public sous réserve de ses statuts particuliers ;
- La Société Nationale des Postes et des Services Financiers ;

Elles ne visent pas les types de paiement suivants :

- a) Les transferts résultant d'une opération effectuée par carte de crédit ou de débit ou par carte prépayée pour l'achat de biens et de services, tant que le numéro de ladite carte accompagne l'ensemble des transferts découlant de l'opération. Toutefois, lorsqu'une carte de crédit, de débit ou prépayée est utilisée comme mode de paiement pour effectuer un virement électronique de personne à personne, les informations requises seront incluses dans le message ;
- b) Les transferts et règlements effectués entre institutions financières lorsque le donneur d'ordre et le bénéficiaire sont des institutions financières opérant pour leur propre compte.

III. Informations de due diligence préalablement à l'exécution d'un ordre de virement

A. Virements électroniques nationaux dépassant le seuil fixé

Lorsque le seuil dépasse **cinq millions (5 000 000 KMF)** de francs comoriens, les établissements visés au point I doivent requérir au donneur d'ordre d'un virement national, les mêmes informations que celles des virements électroniques transfrontaliers ci-dessous visés, à moins que ces informations puissent être mises à disposition de l'établissement du bénéficiaire et des autorités concernées par d'autres moyens. Dans ce dernier cas, l'établissement du donneur d'ordre inclut le numéro de compte ou un numéro de référence unique d'opération, à condition que ce numéro de compte ou cet identifiant permette de reconstituer le parcours de l'opération jusqu'au donneur d'ordre ou au bénéficiaire.

B. Virements électroniques transfrontaliers dépassant le seuil fixé

En application de l'article 11 de loi n°12-008/AU du 28 juin 2012 portant lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, les établissements visés au point I doivent requérir des informations accompagnant tous les virements électroniques transfrontaliers dépassant le seuil de **1000 USD/EUR** ou équivalent dans d'autres devises notamment :

- a) Le nom du donneur d'ordre ou sa dénomination sociale ;
- b) Le numéro de compte du donneur d'ordre dès lors qu'un tel compte est utilisé pour réaliser l'opération ;
- c) Les motifs ou raisons du virement qui doivent être en adéquation avec les justificatifs fournis ;



- d) L'adresse du donneur d'ordre, son numéro d'identité national (NIN) s'il s'agit d'un client de nationalité comorienne, son numéro d'identification client dans l'établissement, ou sa date et son lieu de naissance ;
- e) L'adresse du donneur d'ordre, son numéro de passeport et son numéro d'identifiant unique s'il s'agit d'un client de nationalité étrangère, son numéro d'identification client ou sa date et son lieu de naissance ;
- f) L'adresse du donneur d'ordre, son numéro de Registre de commerce, de Récépissé, ou numéro du texte de création pour les personnes morales de droit public et privé, son numéro d'identification client, ou sa date et son lieu de naissance ;
- g) Le nom du bénéficiaire ou sa dénomination sociale ; son adresse, son numéro de passeport et son numéro d'identifiant unique s'il s'agit d'un client de nationalité étrangère, son numéro de Registre de commerce, de Récépissé ou tout autre numéro d'un document officiel faisant foi ;
- h) Le numéro de compte du bénéficiaire dès lors qu'un tel compte est utilisé pour réaliser l'opération ;
- i) Le numéro IBAN du bénéficiaire, le code SWIFT /BIC.
- j) Le ou les justificatifs de l'opération.

En l'absence de compte, un numéro de référence unique d'opération pourrait être inclus afin de permettre la traçabilité de l'opération.

Lorsque plusieurs virements électroniques transfrontaliers émanant d'un même donneur d'ordre font l'objet d'une transmission par lot aux bénéficiaires, ils peuvent être exonérés des obligations prévues à l'alinéa 1 ci-dessus concernant les informations sur le donneur d'ordre, à condition qu'ils incluent le numéro de compte ou le numéro de référence unique d'opération (tel que décrit à l'alinéa 2 ci-dessus) du donneur d'ordre et que le lot contienne les informations requises et exactes sur le donneur d'ordre, ainsi que les informations requises sur le bénéficiaire.

C : Virements électroniques transfrontaliers ne dépassant pas le seuil fixé

Les virements électroniques transfrontaliers ne dépassant pas le seuil de 1000 USD/EUR ou équivalent dans d'autres devises, incluent :

- (i) Le nom du donneur d'ordre ;
- (ii) Le nom du bénéficiaire ;
- (iii) Et un numéro de compte pour chacun ou un numéro de référence unique d'opération.

Il n'est pas nécessaire de vérifier l'exactitude de ces informations, sauf s'il existe un soupçon de blanchiment de capitaux ou de financement du terrorisme, auquel cas l'établissement visé au point I peut vérifier les informations relatives à son client.

Les virements électroniques transfrontaliers entrants, d'un montant inférieur au seuil doivent comporter les informations requises et exactes sur le donneur d'ordre.

IV. Le contrôle à priori de l'Etablissement visé au point I du donneur d'ordre et du bénéficiaire et des institutions financières intermédiaires

L'établissement visé au point I du donneur d'ordre s'assure que les virements électroniques nationaux contiennent les informations requises et exactes sur le donneur d'ordre et les informations requises sur le bénéficiaire.



L'institution financière du donneur d'ordre s'assure aussi que les virements électroniques transfrontaliers inférieurs au seuil fixé contiennent le nom du donneur d'ordre et le nom du bénéficiaire ainsi qu'un numéro de compte pour chacun, ou un numéro de référence unique d'opération.

L'institution financière du donneur d'ordre conservent toutes les informations recueillies sur le donneur d'ordre et le bénéficiaire pendant au moins cinq (5) ans conformément à l'article 12 de la loi n°12-008/AU du 28 juin 2012 portant lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme

L'institution financière du donneur d'ordre n'exécutera pas les virements électroniques déposés contrevenants aux directives du point III ci-dessus.

A. L'institution financière intermédiaire

En ce qui concerne les virements électroniques transfrontaliers, les institutions financières agissant comme intermédiaire dans une chaîne de virements électroniques vont s'assurer que toutes les informations sur le donneur d'ordre et le bénéficiaire qui accompagnent un virement électronique y restent attachées.

Lorsque des limites d'ordre technique font obstacle à ce que les informations requises sur le donneur d'ordre ou le bénéficiaire contenues dans un virement électronique transfrontalier soient transmises avec le virement électronique national correspondant, toutes les informations reçues de l'institution financière du donneur d'ordre ou d'une autre institution financière intermédiaire seront conservées pendant au moins cinq (05) ans par l'institution financière intermédiaire qui les reçoit.

L'institution financière intermédiaire prend des mesures raisonnables pour identifier les virements électroniques transfrontaliers pour lesquels il manque les informations requises sur le donneur d'ordre ou sur le bénéficiaire.

L'institution financière intermédiaire met en place les politiques et les procédures efficaces fondées sur le risque pour décider : (i) quand exécuter, rejeter ou suspendre les virements électroniques qui ne comportent pas les informations requises sur le donneur d'ordre ou le bénéficiaire et (ii) des actions consécutives appropriées.

B. L'institution financière du bénéficiaire

En vue de limiter les manquements liés aux informations du donneur d'ordre et/du bénéficiaire, l'institution financière du bénéficiaire prendra des mesures raisonnables pour détecter les virements électroniques transfrontaliers pour lesquels il manque les informations requises sur le donneur d'ordre ou sur le bénéficiaire. Ces mesures peuvent inclure une surveillance a posteriori ou une surveillance en temps réel lorsque cela est possible.

Pour les virements électroniques qualifiés, l'institution financière du bénéficiaire vérifie l'identité du bénéficiaire lorsque cela n'a pas été fait précédemment et conserve ces informations sur une période minimale de cinq (05) ans.

Selon les dispositions de la loi n°12-008/AU du 28 juin 2012 portant lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, l'institution financière du bénéficiaire s'engagera à mettre en place des politiques et des procédures efficaces fondées sur le risque pour décider :



- (i) quand exécuter, rejeter ou suspendre les virements électroniques qui ne comportent pas les informations requises sur le donneur d'ordre ou sur le bénéficiaire et ;
- (ii) des actions consécutives appropriées.

V. Prestataires de services de transfert de fonds ou de valeurs

Les prestataires de services de transfert de fonds ou de valeurs tiendront compte et intégreront les présentes directives dans leur politique interne ou via leurs agents.

Lorsqu'un prestataire de services de transfert de fonds ou de valeurs contrôle à la fois la passation d'ordre et la réception d'un virement électronique, celui-ci :

- (a) prendra en compte toutes les informations émanant du donneur d'ordre et du bénéficiaire afin de décider si une déclaration de soupçon doit être faite ;
- (b) et fera une déclaration de soupçon dans tous les pays concernés par le virement électronique suspect, et mettra à la disposition du Service de Renseignements Financiers toutes les informations sur l'opération.

VI. Transparence des virements transfrontaliers

A. Informations préalables sur les conditions applicables aux virements transfrontaliers

Les établissements visés au point I mettront à la disposition de leurs clients les informations relatives aux conditions applicables aux virements transfrontaliers. Ces informations comportent :

- L'indication du délai nécessaire pour que les fonds soient crédités sur le compte de l'établissement du bénéficiaire ;
- L'indication du délai nécessaire pour que les fonds crédités sur le compte de l'établissement du bénéficiaire soient crédités sur le compte de ce dernier ;
- Les modalités de calcul de toutes les commissions et frais payables par le client à l'établissement ;
- La date de valeur appliquée par l'établissement ;
- Les procédures de réclamation et les possibilités de recours ;
- L'indication des cours de change de référence utilisés.

B. Informations postérieures à un virement transfrontalier

Les établissements visés au point I, fournissent à leurs clients, à moins que ceux-ci n'y renoncent expressément, postérieurement à l'exécution ou à la réception d'un virement transfrontalier, des informations écrites claires, portant notamment sur:

- une référence permettant au client d'identifier le virement transfrontalier,
- le montant initial du virement transfrontalier,
- le montant de tous les frais et commissions à la charge du client,
- la date de valeur, s'il en existe une, appliquée par l'établissement.



Si le donneur d'ordre a spécifié que les frais relatifs au virement transfrontalier devaient être imputés en totalité ou en partie au bénéficiaire, celui-ci sera informé par son propre établissement.

Lorsqu'il y a eu conversion, l'établissement qui a effectué la conversion informe son client du taux de change utilisé.

VII. Règlement des différends

Les établissements doivent mettre en place des procédures de réclamation et de recours adéquates et efficaces pour le règlement des différends éventuels survenus dans le cadre des virements nationaux et transfrontaliers.

Moroni, le 30 Octobre 2019


Dr. Younoussa Imani

